

# Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français  
N° 656 - 3 avril 1997 - Prix 2,50 F

## LES COMMUNISTES A LA RENCONTRE DES CITOYENS



par Yann Vince  
membre du Secrétariat Fédéral

### Donnons du nerf à la gauche

Un nombre de plus en plus élevé de gens déclare aujourd'hui avec colère : « dans le monde politique, chez ceux qui sont appelés à diriger le pays, on ne nous écoute pas ».

La droite campe sur ses positions. Elle persévère dans son refus d'entendre les aspirations du pays. Il faut résister, se défendre, agir : il faut battre la droite. Pour cela il faut donner du nerf à la gauche !

Les orientations préconisées par le Parti socialiste à un an des législatives ne répondent pas à l'attente des Français.

Il faut modifier la donne à gauche, construire une véritable perspective alternative à la droite au pouvoir.

C'est dans cet esprit que le PCF a pris l'initiative de tenir des Assises pour le changement en 1998. Des Assises citoyennes pour con-

tribuer à mettre la gauche à l'unisson des exigences populaires. Pour que la gauche soit bien la gauche.

C'est dans cet esprit que le PCF dans la perspective de 1998 a pris l'initiative de permettre le renforcement de la pluralité de la gauche à l'Assemblée Nationale en faisant élire plus de députés communistes ou non socialistes. C'est le sens de l'accord réalisé dans notre département entre le PCF et le MDC proposant une candidature commune dans le 8<sup>e</sup> circonscription de Saint-Nazaire et une liste commune aux élections régionales conduite par le PCF.

En même temps que nous développons la confrontation d'idées à gauche, avec les citoyens, nous pouvons ainsi créer une véritable dynamique pour battre la droite et offrir d'autres choix aux électeurs que ceux qui ont prévalu jusqu'à présent.

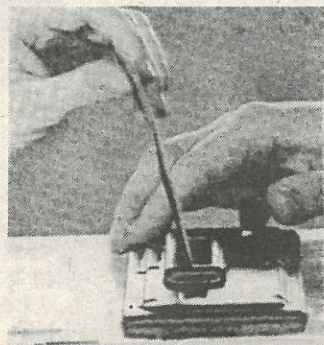
La Fête de l'Humanité et des Nouvelles 1997 est lancée. Elle se déroulera cette année, les 16/17 et 18 mai au Parc Paysager de Saint-Nazaire. Les vignettes sont disponibles dès maintenant auprès des militants Communistes (Page 8).



La Fête est à vous !

16-17-18 Mai 1997  
Parc Paysager  
de Saint-Nazaire

Faire du neuf à gauche. Tel est le sens de l'accord conclu entre le Parti Communiste Français et le Mouvement des Citoyens dans notre département. Cet accord concerne les élections législatives et régionales (Page 2).



# 7990

C'est le nombre de pétitions recueillies par les Communistes pour exiger un référendum. Sur la Monnaie Unique, les initiatives se multiplient à travers le département (Page 4)



## ACTUALITE

### • SOUSCRIPTION

Une nouvelle liste de souscripteurs, pour la maison des Communistes. Page 7

### • SOCIAL

Inquiétude pour l'emploi à Saint-Nazaire, Jean-René TEILLANT, écrit au ministre de l'Industrie à propos de Elf. Page 6

### • SAVENAY

Rencontre à l'initiative des Communistes sur les questions des Services publics. Page 5



# ELECTIONS : Accord entre le Parti-Communiste et le Mouvement des Citoyens en Loire-Atlantique

Le 25 mars, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français et le Mouvement des Citoyens rendaient public lors d'une Conférence de Presse Commune, leur accord en vue des prochaines échéances électorales de 1998.

Lors de celle-ci, Gilles BONTEMPS pour le Parti Communiste expliquait le sens de cet accord.

Nous portons à votre connaissance des principaux points évoqués lors de cette Conférence de Presse par le Secrétaire de la Fédération du PCF.

## Une situation qui devient insupportable

Plus ça va plus les hommes, les femmes, les jeunes du département et du Pays connaissent une vie difficile.

En dépit du mécontentement et de la colère qu'elle provoque, la droite au pouvoir poursuit sa politique ultra-libérale.

Le chômage et la précarité minent la société, l'insécurité grandit. Des droits essentiels sont remis en cause et avec eux les statuts, les services publics, la santé, la protection sociale sont frappés de plein fouet, les difficultés s'aggravent à l'école et à l'université.

Derrière toute cela il y a des femmes, des hommes, des jeunes, des anciens qui souffrent.

L'actualité illustre de plus en plus largement et fortement ils veulent résister, repousser les mauvais coups pour desserrer l'étouffement des difficultés mais aussi voir les choses changer.

Des attentes vives s'expriment vers la gauche qui a pour devoir de ne pas décevoir.

Pour leur part, les com-

## Il faut changer la donne politique

La force de la droite aujourd'hui repose sur le fait que pour l'instant il n'y a pas de véritable alternative visible à gauche, et le programme économique du Parti Socialiste qui continue de s'inscrire dans les logiques précédentes, celles de la domination des marchés financiers, n'est pas de nature pour l'instant à modifier cette donnée.

Il faut changer la donne et faire avancer d'autres choix, les communistes sont déterminés à faire tout ce qui dépend d'eux pour surmonter les obstacles en aidant les citoyens à s'emparer de tout ce qui les concerne, qu'il s'agisse du quotidien, de la construction d'une perspective à gauche.



munistes français veulent mettre toute leur énergie, leurs idées, leur cœur à la disposition de toutes celles et ceux qui veulent que ça bouge.

Les communistes veulent contribuer avec dynamisme et esprit d'ouverture à ce que la gauche soit bien à la hauteur des aspirations d'aujourd'hui. C'est-à-dire une gauche décidée à faire du neuf et riche de l'apport des citoyens et de la diversité de ses composantes.

Les communistes sont donc résolument avec toutes celles et ceux qui souffrent, espèrent et veulent en mars 98 battre la droite et faire prévaloir les transformations qu'ils attendent.

De la contribution aux luttes sociales, en passant par la bataille que nous menons avec le Mouvement des Citoyens pour obtenir un référendum sur la monnaie unique jusqu'aux « Assises pour le Changement en 98 » que nous préparons actuellement et qui de mars à juin vont mettre en présence les différentes forces politiques à gauche avec les citoyens, tout ce que nous faisons est tendu vers le même objectif, construire le socle pour une politique favorable aux gens, créer une dynamique à gauche pour la faire triompher et prendre pour cela avec les citoyens des initiatives qui sortent des schémas établis.

## Prendre des initiatives politiques fortes

C'est aussi dans cet esprit que nous abordons les élections législatives et régionales de mars 1998.

Nous voulons non seulement qu'elles soient en prise avec la vie, le quotidien des luttes, mais aussi qu'elles permettent aux gens de porter leurs propres aspirations, leur propre intervention dans le champ politique.

En un mot nous voulons contribuer à ce qu'elles permettent aux citoyens de faire bouger les choses dans leur sens et de se donner ensuite les moyens de continuer à les faire bouger favorablement.

Cela suppose qu'à l'Assemblée Nationale et dans les Conseils Régionaux, les élus de gauche soient le plus nombreux possible et cela dans la plus grande diversité de ses composantes.

Les citoyens ont fait l'expérience ces 20 dernières années que l'hégémonie d'un parti à gauche n'est pas une bonne chose pour battre la droite et faire une politique différente.

La gauche est pluraliste dans le pays, le progrès de toutes ses composantes est une condition pour qu'elle soit bien la gauche.

De la même façon les Français ont fait l'expérience qu'une représentation trop faible de la composante communiste conduisait

- à la remise en cause d'une véritable politique de progrès,
- à l'acceptation de la domination des forces de l'argent contre le peuple
- au bout du compte à

l'échec et au renforcement de la droite.

La présence d'un groupe communiste renforcé à l'Assemblée Nationale et de conseillers régionaux communistes plus nombreux dans toutes les régions, va beaucoup compter pour que les citoyens fassent bouger les choses dans leur sens et pour que la gauche se muscle.

Le Parti Communiste se prononce résolument pour la proportionnelle dans toutes les élections qui précisément permettrait la représentation pluraliste de toute la gauche et donnerait aux citoyens la possibilité de donner la force qu'ils souhaitent à leurs exigences et à leurs idées.

Le scrutin majoritaire à deux tours, particulièrement injuste, prive les citoyens de la représentation qu'ils souhaitent.

C'est un scrutin qui fabrique l'hégémonie à droite comme à gauche et qui permet depuis des dizaines d'années à ceux qui se succèdent au pouvoir, de mettre en œuvre des politiques qui se ressemblent, sans que les citoyens n'aient de prise sur le cours des choses. Notons que le récent accord du Parti Socialiste et des Verts qui fait beaucoup discuter chez eux, renforce ce caractère.

L'expérience a conduit aussi à montrer que ces répétitions de schémas identiques, sans changement de fond, font gagner la droite.

Il est urgent de prendre des initiatives pour changer la donne.



## Un accord entre le Parti Communiste Français et le Mouvement des Citoyens

C'est le sens des discussions qui se mènent depuis quelques semaines

entre le Parti Communiste et le Mouvement des Citoyens, au niveau natio-



nal et dans différents départements de France, pour déboucher sur des accords de réciprocités nationales et départementales au premier tour dans une série de circonscriptions.

Il s'agit aussi de préserver la réélection de députés communistes et MDC sortants, en évitant qu'ils soient éliminés dès le 1<sup>er</sup> tour, en raison de l'injustice de scrutin.

D'autre part, il s'agit aussi de prendre ensemble des initiatives dans

plusieurs circonscriptions de France qui offriraient, dans les mêmes conditions, un autre choix aux électeurs, permettant de battre un député de droite et de faire élire un candidat communiste ou MDC, renforçant ainsi la pluralité à gauche, à l'Assemblée Nationale.

Cela peut renforcer le groupe communiste, dont les gens vont tant avoir besoin, et faire élire davantage de députés divers gauche.

## Redonner les chances à la gauche dans la 8<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique

Notre département est concerné avec la 8<sup>e</sup> circonscription.

Dans cette circonscription qui vote majoritairement à gauche dans toutes les élections, nous sommes devant un paradoxe.

C'est un député de droite dont la nocivité des choix n'est plus à démontrer, qui est élu.

Cela s'est produit à 2 reprises et l'on constate que c'est à nouveau les mêmes schémas qui sont proposés aux électeurs de la circonscription.

Le Parti Communiste Français a donc décidé de prendre une initiative pour redonner sa chance à la gauche dans cette circonscription.

C'est dans ce sens qu'il a décidé d'avoir une can-

didature commune avec le Mouvement des Citoyens et que nous offrons ainsi une autre perspective dans cette circonscription, avec la volonté de créer une véritable dynamique à gauche et de reprendre le siège à la droite.

Cela se traduira par une double candidature - celle de Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire, comme titulaire - et celle de Jean-René Teillant, maire-adjoint de Trignac, comme suppléant cela dans le respect de l'identité de chacune de nos formations.

Dans la 7<sup>e</sup> circonscription, le MDC a décidé de ne pas présenter de candidat, et de soutenir dès le 1<sup>er</sup> tour les candidatures communistes.

## Pour une gauche pluraliste au Conseil Régional

Les mêmes questions sont posées pour l'élection régionale puisque, certes, elle a lieu à la proportionnelle, mais la barre des 5 % imposée par la loi empêche là encore, une représentation pluraliste.

C'est donc dans le même esprit que nous avons décidé avec le Mouvement des Citoyens de présenter ensemble, une liste aux régionales. Elle sera conduite par un communiste et comprendra 7 ou 8 personnalités du MDC.

Nous pensons ainsi créer une véritable dynamique départementale permettant de gagner dans la 8<sup>e</sup> circonscription et de faire élire des conseillers régionaux communistes et MDC.

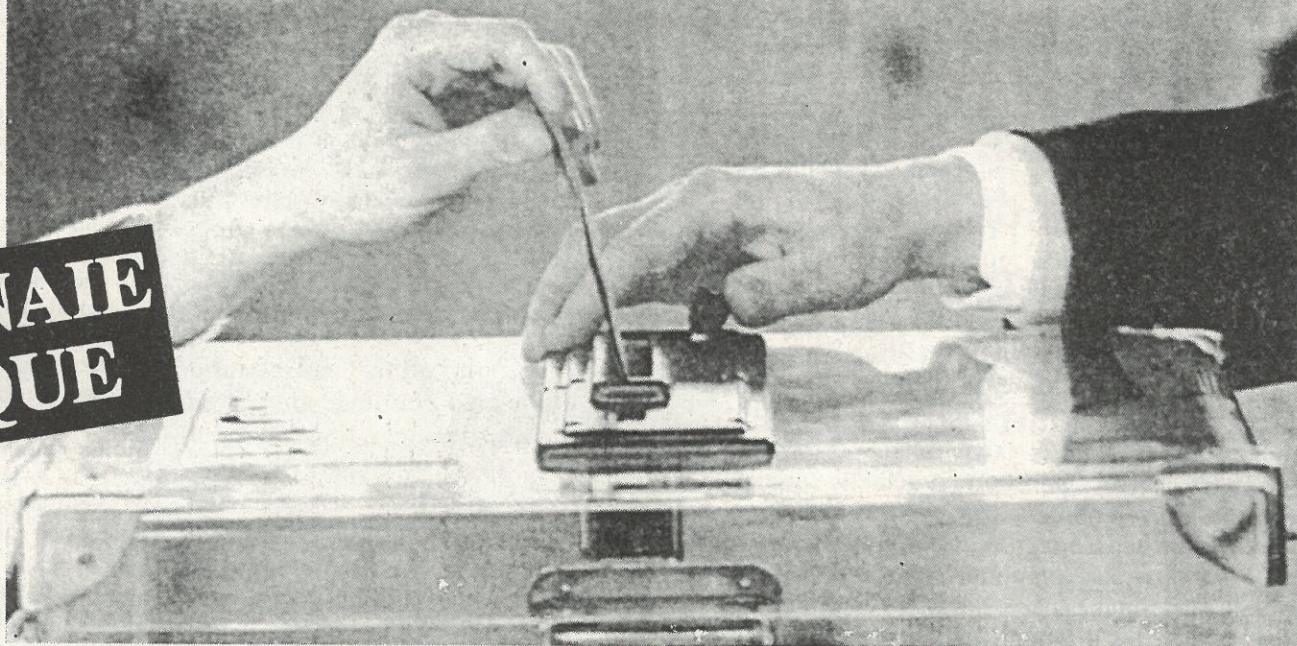
Travaillant ainsi en même temps que nous développons la confrontation d'idées à gauche, avec les citoyens, à donner du nerf à la gauche et développer une représentation de toutes ses composantes.



**D** Lors des 3 prochains numéros des Nouvelles, nous avons décidé d'ouvrir le débat afin de mieux répondre aux questions soulevées par le projet de la Monnaie Unique. Lors du meeting du 19 février à la Mutualité, Robert HUE dans son intervention a abordé un certain nombre de questions : Pourquoi un référendum ? Pourquoi le Parti Socialiste s'y oppose-t-il ? Quelles seraient les conséquences de la Monnaie Unique ? Comment le Parti Communiste conçoit-il la Construction Européenne ? Peut-on parler à la fois de Progrès Social et Humain et de la Monnaie Unique ?... Autant de questions non limitatives pour lesquelles nous vous proposons de nous donner votre avis avec l'ouverture de ce débat.

**Jacques Chirac avait promis un référendum sur la monnaie unique. Le respect de la démocratie exige que cette promesse soit appliquée.**

**MONNAIE  
UNIQUE**



### Pourquoi exiger que les Français soient consultés par référendum ?

Parce qu'il s'agit, avec le passage à la monnaie unique, d'une décision capitale touchant au pouvoir monétaire - et par là même au pouvoir économique - dans notre pays.

Depuis fort longtemps, « battre monnaie » est un élément essentiel de la souveraineté nationale, on ne saurait la mettre à mal, voire y renoncer à la sauvette. Les citoyens doivent être totalement et honnêtement informés et se prononcer souverainement.

Au-delà de l'aspect purement monétaire de la question, il s'agit avec le passage à la monnaie unique d'un « projet politique », comme l'a admis Alain Juppé, qui vise à plier la France à un modèle de société ultralibérale étranger à son identité, à son histoire. Autrement dit, le train monétaire en cache un autre : le train politique, le train de l'ultralibéralisme, mettant à mal notre société et la vie de celles et ceux qui composent notre peuple.

Il y a quelques temps, personne n'avait en haut lieu de mots assez durs pour condamner « l'Europe lointaine », « l'Europe des

technocrates », la « bureaucratie bruxelloise ». Dans tous les discours, on exprimait alors le souci bien-pensant d'une « Europe proche des peuples », d'une « Europe proche des citoyens », dans laquelle ils puissent reconnaître leurs aspirations. Comment mieux y satisfaire qu'en les consultant ?

66 % des Français, 79 % des Allemands, 76 % des Britanniques, 52 % des Italiens veulent débattre du passage ou non de nos pays à la monnaie unique et conclure ce débat par un référendum. Nous exigeons que leurs voix soient entendues.

### Pourquoi les partisans de l'euro s'opposent-ils à l'exigence de référendum ?

Les sondages montrent que s'ils étaient consultés, les Françaises et les Français répondraient aujourd'hui majoritairement « oui » au passage à la monnaie unique. Alors, que craignent les tenants de la monnaie unique ?

Sans doute de voir notre peuple se prononcer au terme d'un débat où il aurait été informé des tenants et des aboutissants de l'avenir qu'on lui prépare.

Certains gardent en mémoire le cauchemar que fut pour eux le référendum organisé sur le traité de Maastricht.

Le boulet de l'échec passa bien près : à quelques dizaines de milliers de voix ! Il faut permettre à celles et ceux qui veulent être entendus de pouvoir le faire, quelle que soit l'opinion qu'ils entendent souverainement formuler.

## Pétition nationale pour un référendum

**Le Parti socialiste est, lui aussi, opposé à la proposition d'un référendum.**

**Il avance l'argument suivant :**

**les Français se sont déjà prononcés par référendum sur « Maastricht ».**

**On ne pourrait donc pas les consulter une seconde fois sur ce qu'ils ont déjà tranché : la monnaie unique inscrite dans ce traité.**

Le référendum sur Maastricht a eu lieu en 1992. Rien n'interdit de recourir au suffrage universel sur la base d'une expérience de cinq années. Ce que le peuple a fait, il peut souverainement choisir de le défaire en se fondant sur les réalités vécues depuis lors. Personne n'a crié au « scandale démocratique » lorsque les Danois ont été consultés deux fois sur le même traité de Maastricht à quelques mois d'intervalle.

Il est une autre réponse, plus essentielle. Le traité de Maastricht prévoit une union monétaire étendue à tous les membres de l'Union européenne. Il s'agit aujourd'hui, avec l'euro, de tout autre chose : une monnaie construite sur la disparition des monnaies nationales, réduite à quelques pays - ceux que les Allemands appellent le « noyau dur » - qui devront satisfaire aux critères de

convergence, et refusée à d'autres Etats-membres parce qu'ils n'y satisferont pas. Ce qui est à l'ordre du jour n'est donc pas l'union monétaire envisagée, il y a cinq ans, mais tout au contraire une division monétaire, une division de l'Europe. Ce qui se prépare est tout autre chose que ce pour quoi les Françaises et les Français se sont prononcés.

Il est par ailleurs aujourd'hui question d'un « pacte de stabilité », imposé par la banque allemande alors que le traité de Maastricht n'en soufflait mot. On prévoit des sanctions pour les gouvernements qui refuseraient de se soumettre aux conditions draconiennes de ce pacte. Cette disposition est, certes, à nos yeux, dans la logique de Maastricht, mais elle est nouvelle, élaborée et précisée depuis lors.



**Le Parti socialiste avance un second argument : on ne peut pas répondre par « oui » ou par « non » à une question aussi complexe, et un référendum, loin de clarifier les choses, ajouterait à leur confusion. De plus, les Français se prononceront sur les politiques proposées lors des élections législatives de l'an prochain.**

Y a-t-il, avec la Constitution actuelle (que nous n'approuvons pas), un autre recours possible au suffrage populaire que le référendum ? Certes, la question de la construction européenne, du passage ou non à la monnaie unique, tiendra une grande place dans la campagne des élections législatives, mais le vote pour les différents candidats se fera à partir de plusieurs critères, et on ne pourra pas en déduire une quelconque prise de position du suffrage universel quant à cette seule question de la monnaie unique.

Ensuite, un référendum ne se limite pas forcément à une réponse par oui ou par non à une seule question. On peut fort bien - c'est déjà arrivé dans notre histoire - imaginer une consultation avec plusieurs questions et plusieurs possibilités de réponse.

Surtout, l'organisation d'un tel scrutin conduirait à la tenue dans tout le pays d'un grand débat national. C'est au cours de ce débat que la clarté pourrait se faire. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lors du référendum sur Maastricht, où le « non de la gauche » s'est distingué nettement et aux yeux de tous d'autres positions. Pourquoi n'en irait-il pas de même cette fois-ci ? Nous ne voulons pas de l'Europe du traquenard, mais de l'Europe au grand jour.

**Le Parti communiste est résolument opposé au projet Kohl-Chirac de monnaie unique. Il se prononce pour une rediscussion en profondeur des engagements européens de la France. Cela signifie-t-il qu'il est anti-européen ?**

Tout au contraire. Nous agissons pour une nouvelle construction européenne.

Ce choix tient d'abord au passé : nous voulons tourner définitivement la page des conflits meurtriers qui ont marqué nos peuples et notre continent. nous voulons une Europe de paix, de sécurité, de désarmement.

Ce choix tient ensuite au présent. Nos peuples ont à faire face à de graves problèmes, dont le plus redoutable est le chômage. Nous pouvons nous entraider pour les affronter mieux ensemble, et pour ensemble les faire reculer. Nous voulons donc une Europe de coopération, de codéveloppement. Une Europe qui soit une communauté digne de ce nom entre nations souveraines, partenaires et égales. Une Europe faisant entendre du neuf dans le monde en contribuant à rendre les relations internationales plus justes et plus équilibrées.

Ce choix tient enfin à l'avenir. Nous voulons une Europe qui soit bien à l'heure de l'explosion des communications, du multimédia, une Europe plurielle, riche de l'échange et du dialogue de ses cultures. Une Europe répondant positivement aux aspirations des jeunes avides de voyages, de mieux se connaître et se comprendre. Une Europe qui soit une Europe des peuples, travaillant ensemble au mieux-être, à la valorisation de leurs atouts.

## ÉCHOS DES SIGNATURES...

Des initiatives s'inscrivant dans les plans de travail de sections du PCF ont permis de recueillir un nombre très important de signatures :

- à NANTES, à l'arrêt du tramway du Commerce, les communistes nantais recueillent en une journée de point de rencontre 380 signatures,

- la cellule des Dervallières qui continue son porte à porte systématique comptabilise 653 signatures,

- les sections de NANTES et REZÉ en 2 initiatives aux Restaurants universitaires nantais (voir ci-contre) avec des militants de l'UEC recueillent 320 signatures.



Pétition pour un référendum

Les petits ruisseaux continuent à faire les grandes rivières. Un élément décisif : plus il y a d'initiatives de cellules, plus il y a de communistes porteurs de la pétition, plus les résultats s'additionnent.

Un exemple, les marchés : à Pornichet, 30 signatures, au Pouliguen 30 également, à Guérande 50, à Pontchâteau 85, à Indre 128, etc...

D'autres exemples : à REZÉ et BOUGUENNAIS un courrier a été adressé à tous les adhérents avec un exemplaire à chacun(e) de la pétition. Les résultats (en 1 semaine) commencent à tomber : 63 signatures sur 8 listes retournées à la section.

La multiplicité des initiatives avec la publication d'un journal de la campagne permet sur la section de la Basse Loire d'atteindre plus de 800 signatures.

## A midi au restau U !

Mardi 11 mars, midi : des centaines et des centaines d'étudiants s'empressent à deux pas du tram au Restau U du Tertre. Parmi eux, une dizaine de Communistes et quelques étudiants. Communistes circulent, porteurs d'un badge sans équivoque « pour un référendum sur la Monnaie Unique », pétitions en main. Ils ont entrepris d'interpeller sur cette exigence, le plus grand nombre possible de jeunes. Des groupes se forment.

Les premières signatures s'alignent. A l'argumentation d'un Communiste, évoquant la promesse de Chirac et l'importance d'un débat national sur une question aussi importante pour l'avenir que la Monnaie Unique, deux jeunes répondent : « C'est vrai, on ne sait pas de quoi il retourne. Un référendum, pourquoi pas, la démocratie, c'est important ».

Une petite blonde décidée s'approche : « Moi je suis contre la Monnaie Unique, je signe ». A côté d'elle, son ami dubitatif. « Oui, mais l'Europe, c'est l'avenir. Et puis Maastricht, c'est déjà décidé, non ! »

Les discussions s'animent. Tel militant compare avec un autre sa feuille de pétitions : « Tiens, déjà une dizaine, chacun, il faut

continuer ».

Parfois, c'est plus dur : « Moi je suis pour la Monnaie Unique, il n'y a pas d'autres choix politiques possibles », déclame ce grand brun qui aligne une argumentation imparable, tout droit sortie d'un cours de fac !

« Je ne suis pas français, mais je veux bien signer », demande un jeune étudiant, dont l'accent trahit une origine anglo-saxonne. Après tout, la Construction Européenne, cela concerne bien tous les citoyens européens, non !

Treize heures quinze : Plusieurs étudiants ont déjà dû partir. On regroupe les pétitions. Comptage fait, le chiffre tombe : 153 signatures. « Rendez-vous, demain à la Lombarderie ? »

Le lendemain, à cet autre Restau U, même scénario. Le soleil est radieux et les étudiants un peu moins nombreux qu'au Tertre. Viennent une dizaine de Communistes - pas tous les mêmes que la veille qui s'adressent à eux. Le résultat sera au delà de ce qu'on espérait : 170 signatures.

Décidément oui, les jeunes s'en mêlent quant il s'agit de démocratie.



## Echanges

Le mercredi 19 mars 97, les communistes ont signé l'appel pour le référendum sur le quai du tramway, place du Commerce à Nantes.

L'initiative qui a rassemblé 15 camarades, a permis de réunir quelques 350 pétitionnaires. L'accueil se fit dans le mouvement puisque rapidement arriva une manifestation colorée et bruyante, qui traversa les quais du tramway pour aller bloquer le cours des 50 otages.

Ce fut l'occasion d'aller discuter avec ces manifestants, intermittents du spectacle, en lutte depuis des mois, pour refuser la casse de leur statut.

Le besoin de démocratie est fort chez les gens rencontrés, notamment parmi la Jeunesse. On retrouve ainsi une série de réflexions ou questions :

« L'Euro va redonner du tonus

à l'économie »

« Il faut que l'Europe trouve sa place dans le Monde ».

« On ne pourra pas répondre à l'ensemble des questions posées par la monnaie unique, seulement par oui et par non »

« Avec leur politique d'attelage du Franc au Mark, les Français abandonnent une partie de leur souveraineté »

« Les choses sont déjà jouées... »

Autant d'inquiétude ou d'interrogations qui méritent le débat et des réponses précises telles que les communistes le proposent en s'adressant aux citoyens pour qu'ils interviennent sur ces questions.

L'expérience d'une telle initiative se révèle positive, d'autres sont prévues notamment sur les marchés nantais.



## SAVENAY : Rencontre autour des services publics

Pour la préparation de sa Rencontre Publique la cellule Louis Aragon de Savenay a su choisir un thème porteur au plan local : celui des Services Publics.

L'invitation s'est faite à partir d'un travail préalable sur listes, en particulier celle des signataires du Comité de Soutien à la liste de gauche, qui a remporté les élections municipales dans la commune en 1995. Elle s'est aussi adressée aux salariés des Entreprises publiques, aux syndicalistes, aux usagers. Un courrier nominatif, signé du secrétaire de cellule, adressé à près de 100 personnes, individualisé par publipostage informatique, a ensuite été ventilé, quartier par quartier, par les camarades de la cellule.

Résultats ? Une participation de 25 personnes, dont la moitié de non-communistes. D'autres, et c'est plutôt nouveau, ont tenu à faire savoir aux militants communistes, avant comme après sa tenue, qu'ils étaient très intéressés par la réunion et son sujet, mais qu'ils ne pouvaient y participer du fait de diverses obligations.

Les salariés et agents d'EGF, d'EDF, de la SNCF, de l'Education Nationale, de l'Hôpital local ont pu ainsi donner leurs divers témoignages sur les dégâts de la mise en cause systématique des Services Publics, des statuts, sur la précarisation accélérée et la multiplication des CES et autres stages-

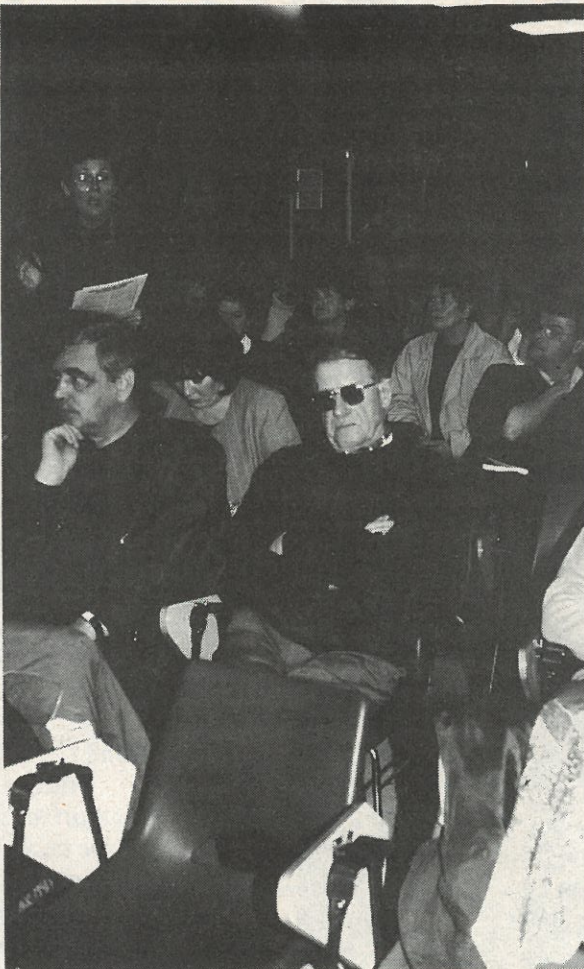
parking. De l'avis général un bon débat, animé par Yann Vince et Yannick Cheneau, auquel tout le monde, invités comme communistes, a très volontiers et spontanément participé. Une adhésion au Parti s'en est suivie.

D'où l'encouragement et l'engagement pour la cellule locale, de trouver et de donner à cette modeste mais réelle réussite, tous les prolongements qu'elle mérite.

### « Alors, Docteur, bobo » ?

Dans le cadre de la préparation de la Rencontre Publique de la Cellule locale de Savenay, son secrétaire s'est adressé particulièrement à tous les médecins du canton. En plus de l'invitation de la réunion, il lui a ainsi semblé utile de leur faire parvenir, dans un courrier personnel, le texte de la déclaration nationale du PCF, « Médecins et assurés sociaux contre le rationnement des soins », signée par J. Hoffmann et portant sur les conséquences de la dénonciation de la Convention médicale. Une démarche qui a rencontré un écho très positif auprès de ces personnalités qu'on sait bien implantées dans la vie locale.

## A REZÉ, PCF et MDC débattent



Le 21 mars à Rezé, Salle Jean Jaurès, s'est tenue l'une des initiatives communes PCF/MDC, convenues au plan départemental entre les deux formations. Une cinquantaine de personnes après les interventions respectives de Yann VINCE pour le PCF et de Gérard ALLARD pour le MDC eurent la possibilité de contribuer au débat. Un débat, où s'étaient invitées deux autres formations, la LCR et l'AREV. Jean BRUNACCI (LCR) s'exprime depuis la tribune et explique la volonté de sa formation, de participer à la campagne commune du PCF et du MDC.

Joachim LEBOT (AREV), intervient quant à lui, depuis la salle, affirmant également agir pour obtenir

cette consultation des gens. Dans les diverses interventions venant de la salle, la même exigence s'exprime. Et le débat de s'engager sur la Construction Européenne actuelle, sur les choix politiques ultralibéraux qui prévalent, sur Maastricht et la Monnaie Unique ou encore sur la mondialisation.

Des arguments souvent convergents, des confrontations d'idées, des positionnements divers, particulièrement lorsqu'il s'agit de la perspective de 1998 et du Parti Socialiste.

Au final, la satisfaction quasi générale d'avoir pu entendre les différents arguments, d'avoir pu donner son avis et l'intérêt d'autres initiatives, de confrontations d'idées.

## Beaucoup à nous dire

« Il faut qu'on se parle » est le titre du livre que Robert Hue adresse aux jeunes. Comme une lettre. Une lettre où il leur dit :

« Dans toutes ces rencontres, que de regards croisés, de visages entr'aperçus, de débats passionnants esquissés. Cela m'a beaucoup apporté. Et ces expériences ne sont pas pour rien dans la conviction qui est la mienne que nous avons beaucoup à nous dire. D'autant qu'en même temps je reste insatisfait. Trop courtes, ces rencontres ! Trop fugitifs, ces moments d'intenses et riches échanges ! J'aurais voulu aller plus au fond. Mais comment y parvenir dans un débat à mille voix, dans un amphi bondé ?

Je m'en suis entretenu avec les principaux responsables des grandes organisations de jeunes existant en France. J'ai voulu aller vers eux. Je ne les ai

ROBERT HUE



Il faut qu'on se parle

Stock

donc pas invités « place du Colonel-Fabien », au siège de notre parti, mais sur une péniche à quai à Paris, qui est un lieu de spectacle, de musique, fréquenté par les jeunes. Ils sont venus. Jeunes syndicalistes. Jeunes croyants. Jeunes agissant contre le Sida. Jeunes antiracistes. Jeunes membres d'organisations politiques. J'ai noté beaucoup de choses en les écoutant. ■

A commander auprès d'un militant communiste ou en librairie, au prix de 55 francs

SECTION LOIRE ET SÈVRE

## SOIRÉE LOTO

Samedi 5 avril 1997  
de 17 heures à 22 heures

Salle des Reigniers  
Place des Reigniers  
à VERTOU

1<sup>er</sup> lot : un four à micro-ondes

2<sup>e</sup> lot : promenade sur l'Erdre  
pour 2 personnes

Venez nombreux

Boissons et sandwichs sur place



## St Nazaire : la CGT crie « Alerte pour l'emploi »

Dans une conférence de presse, le 21 mars, la CGT de Saint-Nazaire a évoqué les questions de l'emploi sur la région.

L'inquiétude qu'elle porte, les craintes qu'elle exprime sont à l'image de la situation dans l'ensemble des grands secteurs industriels.

- La Navale marquée par une volonté politique de poursuivre le déclin et une gestion défensive de la direction.

- L'Aérospatiale, avec la privatisation de l'entreprise alors qu'il existe un plan de charge, jamais connu.

- La SEMT Pielstick qui connaît de graves difficultés de charges de travail.

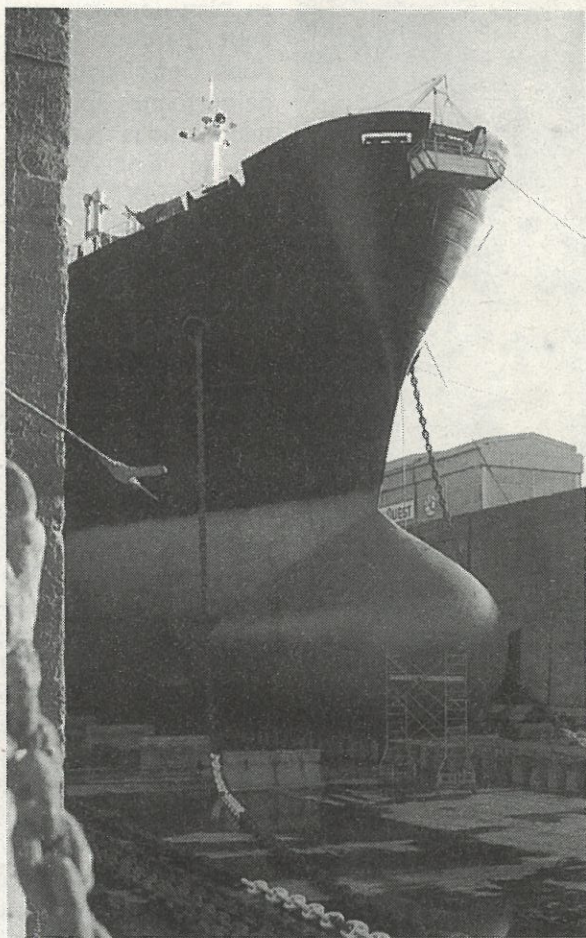
- La Raffinerie d'Elf.

Ainsi que la Biscuiterie de Galettes St Michel.

Pour le syndicat, il ne faut pas que cette situation soit vécue comme une fatalité, il y a autre chose à faire.

En ce sens, des propositions sont mises en débat afin que l'industrie de la région soit un véritable poumon économique et en particulier la construction navale.

Ainsi, la CGT lance ce slogan : « St Nazaire a



besoin de sa construction Navale, St Nazaire a besoin de la développer ».

Un journal de 4 pages édité à 30 000 exemplaires va être distribué dans les entreprises et sur les marchés de Saint-Nazaire. Par ce travail, le syndicat

veut sensibiliser la population autour des actions revendicatives qui se développent et interpellent le marché économique mais aussi associatif, culturel et sportif.

## RAFFINERIE ELF A DONGES Jean-René Teillant écrit à Alain Juppé

Dans une lettre, Jean-René TEILLANT, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Trignac interpelle Alain JUPPE à propos des menaces qui pèsent sur la Raffinerie Elf de Donges.

« Alors que les bénéfices du groupe Elf Aquitaine ont progressé de 24 %, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1996, la direction veut imposer des plans de restructuration ».

Jean-René TEILLANT poursuit, « Depuis sa privatisation, le groupe accélère son désengagement dans les secteurs de l'industrie Parapétrolière française alors que ses activités au vu des évolutions du marché national pourraient permettre de créer des milliers d'emplois ».

Pour conclure, Jean-René TEILLANT demande au 1<sup>er</sup> ministre d'intervenir pour que cessent les plans de restructuration et que ceux projetés, soient retirés.

Franck BOROTRA, dans sa réponse, confirme les craintes qui pèsent sur la Raffinerie.

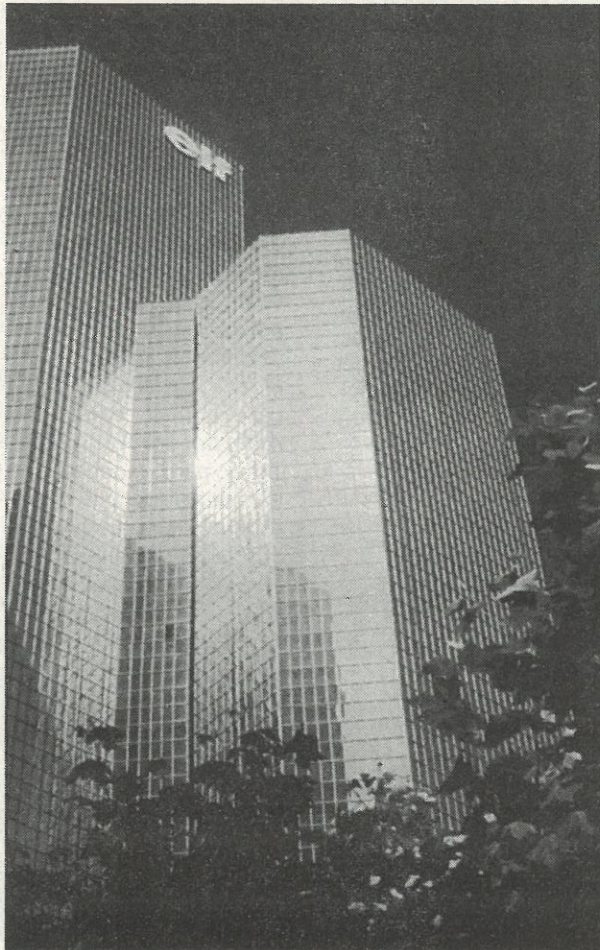
Celui-ci confirme que « l'industrie fran-

çaise du raffinage ne peut être dissociée des perspectives d'évolution de l'industrie européenne, comme l'atteste la décision de Schell de baisser l'activité de ses raffineries en France ».

Pour poursuivre, « Il y a bien volonté de restructuration » et conclure sur son refus d'intervenir sur ce dos-

sier, précisant « que les décisions à prendre sont de la responsabilité des industriels ».

Mais à quoi bon, pouvons-nous nous interroger, peut servir un tel ministre de l'Industrie. A défendre la France, son potentiel industriel, son indépendance ou les intérêts des grands groupes ?



### SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE



Patrick LE ROGNON

24 H sur 24  
7 jour sur 7

02.40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité

**SAINT-NAZAIRE et sa région**

5, place F. Blancho - 02.40.01.86.88



## SOIGNER AVEC UN TIROIR-CAISSE ? NON...

Le refus du plan JUPPE a pris une nouvelle dimension avec la grève des médecins.

La colère monte chez les Internes, les chefs de clinique, face à l'entêtement du gouvernement qui, par les voies de BARROT ou JUPPE, maintient le cap d'une politique qui remet en cause toute idée de santé et de protection sociale.

Des propositions, le Parti communiste en met en débat pour donner à notre pays les moyens d'une véritable politique de santé qui refuse la suppres-

sion envisagée de 60 000 lits et 120 000 emplois ces prochaines années :

- mettre à contribution les produits financiers des entreprises et des banques au même taux que les salaires,
- moduler les cotisations sociales patronales en fonction de l'emploi,
- développer la prévention et combattre les gâchis des trusts pharmaceutiques,
- favoriser l'intervention des salariés et des citoyens,
- relancer la croissance en

augmentant les rémunérations salariales et en même temps les recettes de la Sécu.

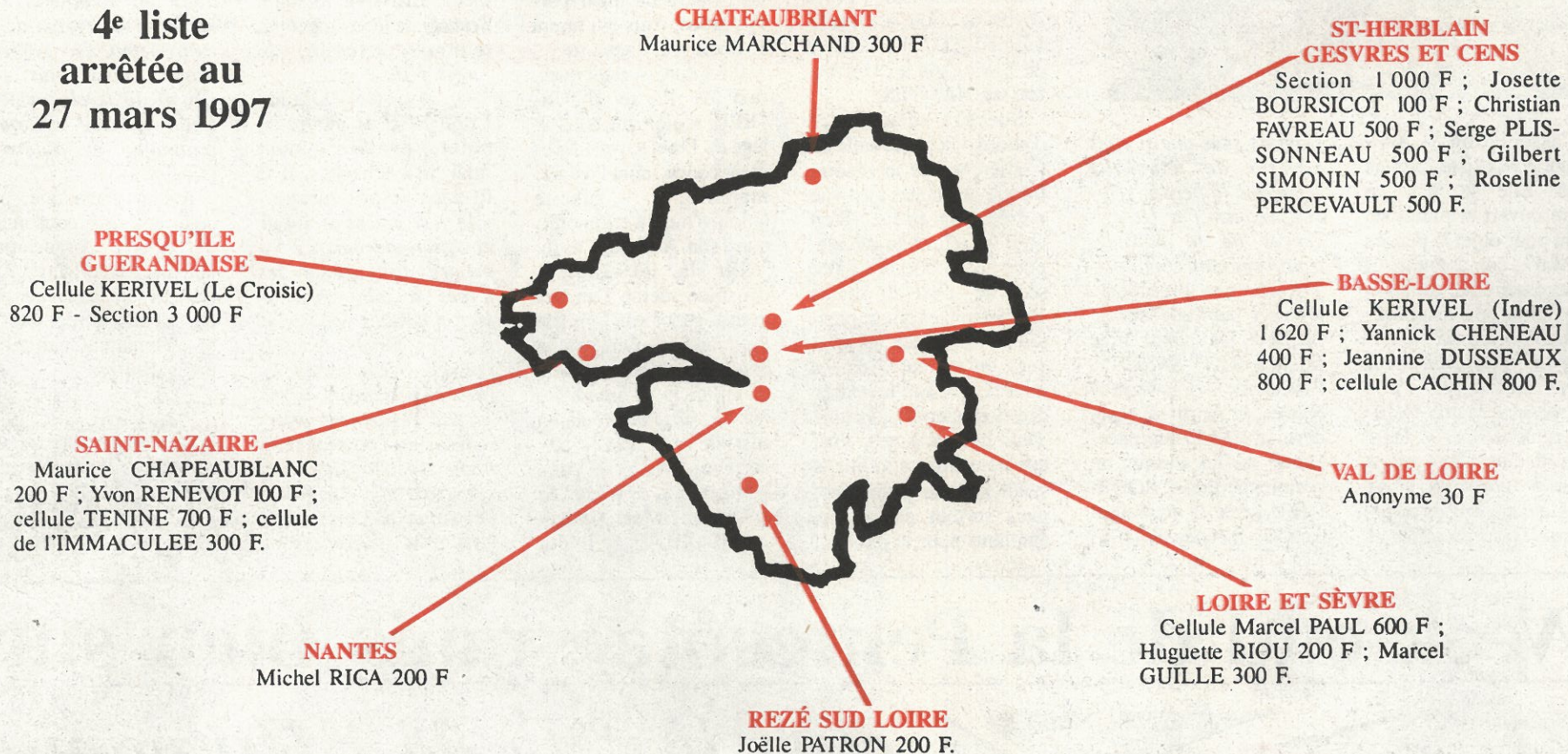
### A L'HOPITAL

- suppression ou compensation de la TVA : 15 milliards de francs
- suppression de la taxe sur les salaires : 10 milliards
- arrêt des ponctions sur la Caisse de retraite
- rétablissement des prêts à taux « 0 » pour la Sécu
- engagement de l'Etat dans les investissements.



# Souscription de la maison des communistes

4<sup>e</sup> liste  
arrêtée au  
27 mars 1997



## NÉCROLOGIE Marie Michel nous a quitté

Marie MICHEL nous a quitté. Avec cette grande résistante nantaise, notre Parti perd une femme Communiste dont le combat aux heures sombres de l'histoire de notre pays représente un exemple pour les plus jeunes générations.

Parmi les premières

organisatrices de la Résistance Communiste en Loire Inférieure, dès 1940 avec Marcel PAUL, Marie MICHEL participa activement au travail de propagande et à la récupération des armes abandonnées par l'armée française dans la campagne nantaise. En 1941, elle fit

partie du groupe qui organisa les 5 évasions de Châteaubriant dont celle de Fernand GARNIER.

Arrêtée comme de nombreux résistants nantais - dont son mari, Marcel Michel - le 6 août 1942, elle fut torturée par la police française au siège de la

Gestapo, rue Garde Dieu. Le 15 janvier 1943 s'ouvrit à Nantes, « le Procès des 42 », l'un des plus importants en France.

Parmi les 42, 2 femmes, Renée LOSQ et Marie MICHEL.

Alors que les hommes - dont Marcel MICHEL -

furent condamnés à mort et fusillés, les 2 femmes furent déportées en Allemagne.

L'abnégation et le courage de Marie MICHEL, resteront dans la mémoire nantaise. « Pour que les enfants sachent qui vous étiez » (Jean FERRAT)

Yann VINCE



- Lettres adhésives
- Autocollants
- Signalisation
- Sérigraphie
- Panneaux
- Enseignes

7, place du Ralliement  
44000 NANTES  
Tél. : 02.40.29.24.14  
Fax : 02.40.29.13.71

Sur l'ensemble de la Région de Saint-Nazaire, à Nantes, à Rezé, vous pouvez maintenant recevoir l'Humanité par portage avant 7 heures du matin sans supplément de prix.

# l'Humanité



POUR PLUS DE  
RENSEIGNEMENTS

Téléphonez

au

02.40.35.03.00





## A propos de Pierre BOURDIEU et « avec MARX ? »

philosophe, responsable (avec Jacques TEXIER) de la revue *Actuel MARX*, Yvon QUI- NIOU, philosophe, de la Roche-sur-Yon, et Claude LENEVEU, Professeur de Sociologie à l'Université de NANTES.

Succès d'audience d'abord : la petite salle de Conférence de la Médiathèque de Nantes s'est vite avérée trop étroite. Bien qu'il fut refusé du monde, pour des questions de sécurité, c'est au moins 150 personnes qui se pressaient, assises sur les marches ou debout dans les travées. Un auditoire très divers et attentif, constitué d'enseignants certes, ainsi que de quelques militants syndicaux ou politiques, mais surtout de jeunes, étudiants pour la plupart,

qui ne furent pas les derniers à participer à des échanges à la fois sociologiques et philosophiques, qu'on aura pu juger parfois ardu, mais qui furent toujours passionnants.

Il fut donc surtout question de Pierre BOURDIEU, sociologue au Collège de France, mondialement connu, dont l'œuvre, majeure, suscite aujourd'hui un tel intérêt, que son dernier livre, « *Sur la télévision* », constitue même l'un des grands succès de librairie du moment. On évoqua donc ses théories à travers la notion de « *champs* » - dont quelqu'un réclama aussitôt « la clé » aux intervenants ! -, des « *habitus* », et de la « *doxa* »... Mais, parlant de BOURDIEU, il fut

aussi souvent question de MARX. On cita également GRAMSCI, à propos « *d'hégémonie* », et même LENINE lorsqu'il s'est agi de l'interrogation, toujours actuelle, du « *Que faire ?* ».

Il revint à Claude LENEVEU de mettre un point, provisoirement final, aux échanges. Il le fit dans l'esprit suivant : « *Le mouvement social de novembre-décembre 95 a montré qu'il existe des forces sociales disponibles, nouvelles. Mais pour que ces forces sociales puissent être le vecteur de réels changements, d'une société réellement alternative au capitalisme, d'une société solidaire, citoyenne et écologique, beaucoup d'efforts et de réflexions doivent être*

*mobilisés. Si les organisations sociales, syndicales, politiques, ont pour rôle de répondre aux nouveaux défis de l'époque, les tâches et les enjeux de la transformation sociale exigent aussi, plus que jamais, le développement d'une pensée critique, autonome et renouvelée.*

Aucun doute que, par cette initiative couronnée de succès, l'association nantaise Avec Marx ?, a franchi un nouveau pas dans cette direction, et qu'on en attend naturellement d'autres.

(1) Contact : Association « Avec Marx ? », c/o H. LE DEM, 10, Impasse de la Symphonie, 44100 NANTES.

(2) P. BOURDIEU, 1997, « *Sur la télévision* », Raisons d'Agir-LIBER, 96 pages, 30 F.

L'association « Avec Marx ? » existe depuis 1996. Elle se veut un cadre ouvert et pluraliste ayant pour objet la pensée de Marx, son actualité et sa nécessaire réévaluation (1). Selon ses responsables, elle « *entend contribuer au renouvellement d'une théorie et d'une approche, à la fois sociales et libératrices* ». Pour ce faire, disent-ils « *relire Marx, le retravailler nous semblent des tâches indispensables. Mais celles-ci*

*n'ont de sens que si elles ouvrent de nouveaux espaces à la pensée critique, requise par les exigences de la nouvelle transformation sociale* ».

Après une précédente réunion publique sur le thème du féminisme, avec Michèle RIOT-SARCEY, l'association organisait à Nantes, le mardi 18 mars dernier, une Conférence-Débat sur les travaux du sociologue Pierre BOURDIEU, avec la participation de Jacques BIDET,

## Week-end de la Pentecôte : mais bien sûr



La Fête est à vous !

16-17-18 Mai 1997  
Parc Paysager  
de Saint-Nazaire

3 jours d'animation,  
de spectacles et de détente  
dans une ambiance chaleureuse.



c'est la fête de l'Humanité  
et des Nouvelles à St-Nazaire

PARC PAYSAGER  
DE SAINT-NAZAIRE

3 JOURS  
DE FÊTE



Vendredi  
soir

Grand Banquet  
Public sous chapiteau

Samedi  
et  
Dimanche

Fête - Jeux  
Restaurants - Débats  
Animations - Sports  
Spectacles - Culture  
Littérature...